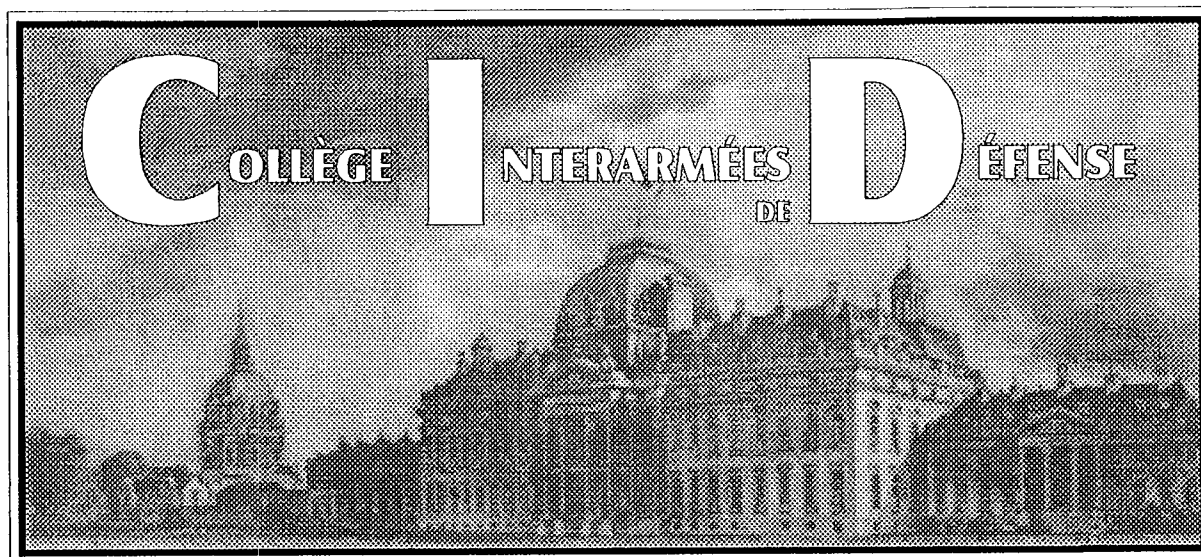




MEMOIRE DE STRATEGIE

LA VIOLENCE MODERNE : UN DEFI STRATEGIQUE

**CDT CHAPUT L.
Division C / Groupe C4
5ème Promotion CID**

- **Sommaire :**

Rassérénés par le courant actuel de détente stratégique et tout accaparés par les impératifs politiques de croissance, nos gouvernants ne semblent pas avoir pris la pleine mesure de la montée de la violence dans notre civilisation et de la menace qu'elle représente pour notre sécurité. Il y a pourtant lieu de considérer la violence moderne comme une véritable menace stratégique et de la traiter comme telle. Reste donc à convaincre nos gouvernants de l'urgence de la situation et de l'absolue nécessité de préserver les capacités requises à nos forces armées en pleine réforme. La réflexion stratégique a un rôle déterminant à jouer dans ce travail d'explication et de persuasion.

- **Plan :**

- A / Introduction**

- B / Une « crise de civilisation » pleine d'incertitudes**

- 1 - Des bouleversements historiques aux effets inattendus*

- 2 - Une civilisation moderne en mal de repères*

- C / Une sécurité en déshérence**

- 1 - Un Etat moins souverain*

- 2 - Un esprit de défense en désuétude*

- 3 - Les risques d'un règne sans partage de la violence*

- D / La réflexion stratégique au secours de la sécurité**

- 1 - L'aveuglement stratégique d'une politique économique et sociale*

- 2 - L'urgence et l'opportunité d'un sursaut politique stratégique*

- E / Conclusion**

A / Introduction :

Le monde semble aujourd'hui s'engager dans une spirale de la modernité dont l'issue est incertaine pour les individus comme pour les pouvoirs en charge des destinées de la société planétaire. Faut-il s'engager en toute confiance dans cette course effrénée au progrès? Faut-il l'accepter par résignation? Faut-il au contraire y voir une fuite en avant annonciatrice de périls et chercher à en corriger les travers? Faut-il tout bonnement la rejeter par peur de l'inconnu? En d'autres termes, la modernité en même temps qu'elle générerait le progrès ne favoriserait-elle pas aussi l'essor de la violence et de l'insécurité et n'y aurait-il pas lieu pour nous, citoyens et militaires, de s'en inquiéter et de réagir?

La crise que traverse la civilisation contemporaine est presque dans l'ordre des choses tant elle est indissociable de la course au progrès qui anime la planète. Pour autant, cette crise est porteuse d'une violence qui pourrait dériver en désordre planétaire irréversible, si grisés par la modernité, nous n'étions pas suffisamment soucieux de sécurité. Nos forces militaires de défense y ont encore un rôle prépondérant à jouer. Reste donc à convaincre nos gouvernants du risque qu'il y a à réduire inconsidérément notre outil de défense. La réflexion stratégique apparaît comme le meilleur et peut-être le dernier recours.

Cette idée se fonde sur trois réflexions. En tout premier lieu la crise que traverse la civilisation contemporaine nous interroge. Ensuite, notre sécurité est menacée par la montée toujours plus incontrôlée de la violence. Enfin, la réflexion stratégique pourrait opérer le sursaut politique nécessaire face à cette menace majeure. Ces trois réflexions sont développées successivement dans ce qui suit.

B / Une « crise de civilisation » pleine d'incertitudes :

1 - Des bouleversements historiques aux effets inattendus

Le bilan de la situation mondiale sur la décennie écoulée est difficile à établir. Faut-il parler de progrès ou de régression, pour les individus, pour le monde en général? Il est sûr que les temps modernes ont été marqués par trois phénomènes déterminants pour la vie des hommes comme pour les sociétés, marquants par leur caractère planétaire. Pris isolément, chacun de ces phénomènes pourrait être considéré comme un facteur de progrès. Ainsi la mondialisation de l'économie, en forçant les marchés nationaux à s'ouvrir et les échanges commerciaux à se développer, aurait permis l'accès du plus grand nombre à un volume croissant de biens de consommation. Elle aurait ainsi contribué à améliorer le confort matériel de l'individu. La révolution de l'information, outre son effet dynamisant sur le commerce et l'économie mondiale, aurait favorisé le dialogue entre les individus et contribué à un rapprochement entre les peuples. L'éclatement de l'Union soviétique mettant fin à la logique de confrontation et fournissant enfin les conditions d'une réconciliation aurait permis à la population mondiale de retrouver son harmonie et l'esprit nécessaire de solidarité. Le confort moral de l'individu s'en serait trouvé accru par le renforcement du sentiment de liberté et de sécurité. Pour simpliste que soit cette vision, elle contient une part de vérité. Le progrès de la civilisation moderne est indéniable dans certains domaines, néanmoins, dans d'autres domaines il s'accompagne de méfaits qui s'apparentent à une forme de régression. Le bilan de cette décennie est d'autant plus difficile à établir que les phénomènes contemporains se caractérisent

par leur soudaineté, leur rapidité d'évolution et leur complexité. Dès lors, il est difficile de les prévoir et plus encore d'en corriger les tendances.

Cela tient au fait que les trois phénomènes planétaires évoqués précédemment, par leur avènement simultané, se sont conjugués pour produire des effets imprévus et souvent pervers. L'homme, fasciné par le progrès¹ et créant les mécanismes de nature à le favoriser, aurait involontairement engendré un phénomène le dépassant et d'une certaine manière l'avilissant. Ce phénomène, en même temps qu'il produirait sans cesse du progrès, mettrait sans cesse l'homme, les sociétés et le monde en général en demeure d'en payer la contrepartie. Ainsi l'effritement de la cohésion sociale, la paralysie des systèmes gouvernants et l'instabilité du monde seraient le tribut à payer pour ce progrès.

2 - Une civilisation moderne en mal de repères

Certains observateurs dont les sociologues parlent de « crise de civilisation » pour décrire la situation. Les systèmes collectifs, producteurs traditionnels de sécurité et de prospérité pour l'individu, ne remplissent plus leur rôle. Le citoyen éprouve dès lors un ressentiment à l'égard de ce pouvoir qui l'abandonne, à l'égard de la société elle-même dans laquelle la solidarité n'a plus de substance. Il tend à s'isoler et à exprimer son mécontentement et son mal-être par des comportements asociaux et parfois irrationnels. L'homme redeviendrait en quelque sorte un "loup" pour l'homme et les équilibres sociaux s'en verraient perturbés.

Un monde nouveau est donc en marche. Sera-t-il encore fait de liberté et de sécurité pour la majorité des individus? Là réside peut-être la question de fond. Pour le citoyen que nous sommes, cela revient à nous interroger sur l'avenir de l'Etat-Nation comme protecteur de l'individu. Pour le militaire, cela revient plus précisément à s'interroger sur la pérennité de l'effet dissuasif de notre système de défense. La puissance d'Etat ne se mesurera-t-elle pas demain à la capacité du pouvoir à garantir la sécurité, pour l'individu, pour la collectivité et pour l'Etat lui-même?

C / Une sécurité en déshérence :

1 - Un Etat moins souverain

L'Etat, garant de la continuité de fonctionnement des institutions, de la préservation des intérêts nationaux et de la sécurité des citoyens, n'échappe pas à cette crise généralisée. L'économie de marché a désormais force de loi. La préservation du rang économique dans l'échelle de compétitivité mondiale dicte ses priorités. Tout le reste, en forçant à peine le trait, n'est que gestion courante et maîtrise des déficits budgétaires.

La récession qui touche les économies occidentales, et en dépit de l'embellie aujourd'hui prévisible, impose aux individus des mesures d'austérité souvent mal acceptées. Il est en effet courant de confondre modernisme et progrès, et de considérer que le progrès matériel est un dû puisque allant de soi. Dès lors, la récession est contraire au cours des choses et les sacrifices matériels imposés à l'individu, inadmissibles sans la moindre contrepartie.

La révolution de l'information a, dans le même temps, donné naissance au pouvoir des médias. Ces derniers, en dressant l'opinion publique en contre-pouvoir des pouvoirs institutionnels, se sont aussi fait l'écho d'une revendication sociale toujours plus exigeante et politiquement contraignante. Pris en étau entre les contraintes économiques et la pression sociale, les gouvernements actuels sont réduits à une gestion budgétaire à court terme,

¹ On pourrait tout autant parler de croissance économique

oscillant entre dépenses extraordinaires et restrictions drastiques et empiriques, prenant aux uns pour donner aux autres et toujours plus soucieux de paix sociale que de projets politiques suivis et à long terme. Dominés par le cours des événements, les hommes politiques contemporains sont pour la plupart incapables d'une quelconque réflexion prospective. Faute du recul nécessaire, leurs décisions manquent d'ouverture et parfois d'objectivité. Pourtant, elles engagent irrémédiablement l'avenir. Ainsi, il n'est pas exclu que la sécurité des individus et du monde dans son ensemble en fasse, entre autres, les frais.

2 - Un esprit de défense en désuétude

La détente Est-Ouest a mis fin, semble-t-il, pour longtemps à l'esprit de rivalité et au surarmement. Les grandes puissances se sont entendues sur le principe d'un pacte de non-agression. Les traités de désarmement souvent restés au stade d'intention ont ainsi pu se traduire en actes et les concepts divergents de dissuasion nucléaire, s'aligner sur une stratégie commune de non-emploi. L'idée d'une menace majeure en provenance d'une puissance militaire de premier rang n'est plus la préoccupation stratégique immédiate. C'est du moins le sentiment commun en Europe occidentale. Le concept dominant de « guerre de masse » a de ce fait perdu toute réalité et toute immédiateté. Les formats d'armées qui lui étaient associés ne se justifiant plus, la réduction du format de nos armées était inévitable.

En même temps que s'estompait l'idée d'une menace directe contre la sécurité des pays européens, une certaine lassitude des guerres s'insinuait dans le camp des grandes puissances occidentales. Des discours pacifistes retrouvent peu à peu crédit auprès des opinions publiques. On en est d'ailleurs venu à qualifier l'ère stratégique contemporaine d'ère de "non-guerre". Les conflits qui se déclarent aujourd'hui sont relégués au rang de "sous-guerres" par beaucoup d'experts et cela malgré leur recrudescence pourtant inquiétante. Ceci traduit moins la réalité de tels conflits, que la perception qu'en a l'Occident et l'importance qu'il leur accorde. La raison est qu'ils se déclarent désormais à la grande périphérie de l'Europe et que par conséquent ils ne font pas peser une menace immédiate et directe sur nos pays. Contrairement aux conflits passés qui opposaient des nations entre elles et pouvaient dégénérer en conflits régionaux ou mondiaux à la faveur d'alliances, les conflits modernes puisent leurs origines dans des revendications identitaires et culturelles et sont donc, pour la plupart, des conflits internes aux nations. Leur règlement doit prioritairement être interne au pays concerné, tout au plus régional dans les cas de problèmes de minorités transnationales. Le recours à l'action militaire internationale ne peut donc se justifier qu'en cas d'ultime nécessité et en dernier ressort. La notion de défense qui touchait aux intérêts les plus intimes des nations s'est progressivement transformée en notion moins prégnante et plus vague de « sécurité collective ». La menace étant aujourd'hui plus diffuse et se manifestant de manière sporadique et localisée, le risque principal qu'elle fait peser s'exerce plus sur l'équilibre général de la planète que sur la sécurité précise d'une grande puissance. Moins concernées, les grandes puissances s'en sont ainsi remises à l'arbitrage international qui, avant de décider de l'emploi de la force, use de toutes ses ressources politiques de médiation et de dissuasion. Ceci a permis dans certains cas de traiter des conflits par les voies de la négociation diplomatique et de contenir leur potentiel de violence au niveau le plus faible possible. Mais l'arbre cache parfois la forêt.

Le mécanisme de « sécurité collective » est louable dans son principe mais contestable dans le jeu confus qui est né de son application. Il n'est d'ailleurs pas sûr que cette « sécurité collective » ne conduise pas à la démobilisation croissante de la communauté internationale vis-à-vis des problèmes de sécurité en général. La réticence des puissances « arbitres »² à engager

² Les Etats-Unis, le Royaume uni, la France et de manière plus diplomatique que militaire la Russie

leurs troupes dans les nouveaux conflits est de plus en plus manifeste. L'intervention dans le strict cadre humanitaire est, sous couvert de considérations humanistes de façade, un prétexte fréquent à l'affrontement militaire minimal et d'une certaine manière le refus de payer le prix humain pour la sécurité. Le principe du conflit « à zéro mort » est à ce titre très évocateur de l'état d'esprit des grandes puissances occidentales vis-à-vis des opérations de maintien et de restauration de la paix. Il est aussi convenu de laisser aux organisations humanitaires le soin de prendre le risque de l'intervention initiale. Bien souvent la situation dégénère faute d'avoir pris à temps les mesures militaires adaptées. Les atermoiements de l'ONU face aux conflits actuels cautionnent d'une certaine manière cette frilosité de la communauté internationale à intervenir militairement dans des opérations extérieures et contribuent largement au pourrissement des situations.

Ce qui est peut-être encore plus préoccupant est la démobilisation de certaines nations vis-à-vis des problèmes de sécurité. Le principe d'internationalisation du maintien de la sécurité ne rend en effet plus les Etats nommément responsables, mais la communauté dans son ensemble. Certaines nations ont trouvé là prétexte à confier à d'autres, le soin d'intervenir militairement dans les opérations de maintien de la paix. Riches et poussées à la « non-intervention » par leur opinion publique, ces nations s'exonèrent régulièrement du devoir moral d'envoyer leurs contingents en opération, par une contribution financière conséquente. Fort heureusement il se trouve la plupart du temps des nations « interventionnistes » pour jouer les « bons offices » et endosser, moyennant rétribution, l'uniforme de « gendarme de la paix ». Reste que la « sécurité collective » est aujourd'hui tributaire du bon vouloir d'un nombre de plus en plus réduit de puissances militaires à engager leurs troupes. Ces puissances « interventionnistes », qui sont généralement des grandes puissances, agissent en faveur de la sécurité mondiale, par devoir, mais avant tout par intérêt. Certains de ces intérêts sont avouables d'autres moins. S'ils venaient à disparaître ou si les contraintes inhérentes à l'intervention militaire tendaient à devenir exorbitantes, la quasi-automaticité de l'implication de ces puissances pourrait bien être remise en cause. Le principe du combat à « zéro mort » est déjà d'une certaine manière une restriction à l'engagement militaire des Etats-Unis. Par ailleurs, les outils de défense des puissances « non-interventionnistes » ne sont pas les seuls à subir des coupes budgétaires. Ceux des grandes puissances occidentales n'échappent pas à la loi des politiques économiques aujourd'hui dominantes. Quand bien même ces grandes puissances le voudraient, il n'est pas sûr qu'elles pourront conserver indéfiniment les capacités pour intervenir partout et à tout instant. La sécurité mondiale pourrait donc un jour perdre son caractère systématique et automatique et ne plus constituer une garantie suffisante pour les nations. Or, beaucoup sont devenues « non-interventionnistes » par opportunisme, d'autres par excès d'optimisme vis-à-vis de la réalité des menaces. Toutes ont réduit de manière précoce et peut-être hasardeuse leurs outils de défense et souvent sacrifié leurs capacités d'autodéfense à la sacro-sainte maîtrise des déficits budgétaires. Seraient-elles en mesure d'assurer seules, le cas échéant, leur propre défense? Il est permis d'en douter.

Tant qu'il se trouvera des acteurs pour jouer les règles de la « sécurité collective », l'équilibre d'ensemble de la planète sera préservé. Pour autant, équilibre n'est pas synonyme de sécurité absolue. Il n'est en effet pas exclu que d'autres types de dangers menacent et se jouent de ce qu'il reste des dispositifs traditionnels de défense et de sécurité. La violence moderne pourrait bien être la forme la plus évoluée de ces menaces et la plus difficile à contrôler.

3 - Les risques d'un règne sans partage de la violence

La violence a en effet la faculté de tirer parti de toutes les situations de faiblesse et de s'immiscer dans toutes les failles, si petites soient-elles. Elle ne pouvait dès lors trouver meilleur champ d'action que la civilisation contemporaine qui se cherche toujours dans la confusion et le désordre. A cela nous pouvons trouver *quatre raisons* principales.

Pour commencer, la *violence* est presque toujours *payante*. Elle permet notamment d'obtenir par la force et la contrainte ce que l'on ne pourrait obtenir aussi facilement et rapidement de manière légale. Les organisations criminelles et mafieuses qui maîtrisent mieux que quiconque l'emploi de la violence ont su profiter du désordre social actuel, dans les « banlieues grises » notamment, pour dissimuler et développer des trafics illicites en tout genre. Elles ont aussi investi les conflits balkaniques récents, en tirant parti de la situation de guerre pour développer un commerce au service de la violence et du désordre. Ces pouvoirs « parallèles » naissent de la violence et s'entretiennent par la violence. Trouvant dans l'ouverture des marchés économiques et le développement des communications et de l'information, un vecteur et un catalyseur du profit, elles ont très certainement élu domicile pour longtemps dans tous les rouages de la société. La situation leur est d'ailleurs à ce point favorable qu'elles jouissent d'un parfait anonymat.

Cette violence mercantile qui ne demande qu'à perdurer, se fonde d'autant mieux dans les rouages et dans la vie de la société que la *violence quotidienne* s'y est *banalisée*. Par le biais des médias tout d'abord, la jeunesse est abreuvée d'une violence omniprésente, spectaculaire et coupée de toute idée morale. L'effet de mimétisme qu'opèrent les médias sur les jeunes est à ce point dangereux qu'ils arrivent, pour certains, à reproduire les comportements violents qu'ils ont observés sans le moindre sentiment de culpabilité. Dans les « banlieues grises » qui tendent à devenir des zones de non-droit, le commerce illicite rarement puni, donne des perspectives d'argent facile à une jeunesse en déshérence. Les profits sont tels pour les individus qui se prêtent à ce commerce, qu'ils sont prêts à accepter la violence pour règle. Ainsi la violence s'insinue dans les rapports entre un nombre croissant d'individus comme une forme banale de comportement. Mais il est peut-être une autre forme de violence plus dangereuse et sournoise encore pour nos sociétés.

La *violence* émane parfois du *désespoir*. Les laissés pour compte du modernisme lorsqu'ils ne se sont pas réfugiés dans l'illégalité et les profits éphémères qu'elle assure, trouvent dans l'expression de la violence, l'exutoire à leur rancœur. Cette violence est d'autant plus dangereuse qu'elle n'est rationnelle que pour celui qui l'exprime et donc totalement imprévisible. Ne visant aucun objectif précis et la plupart du temps, spontanée et limitée au fait d'un seul individu, elle est généralement limitée par ses effets. Toutefois émanant d'esprits moralement affaiblis et donc devenus malléables, elle peut aisément être exploitée par des mouvements organisés et produire des effets d'une tout autre ampleur. Ce fut récemment le cas d'embrigadement d'individus en rupture de lien social, dans des causes terroristes ou intégristes auxquels ils ont prêté leur concours « gratuit ».

Enfin, la *violence de guerre* échappe peu à peu aux militaires. Habités à la côtoyer dans leur engagement, les militaires dont le métier est de maîtriser la force, avaient aussi l'habitude de canaliser la violence, de l'employer comme un recours et non comme une fin en soi. Les conflits modernes se sont transportés des champs de bataille et des maquis vers les villes où les enjeux stratégiques sont désormais grands. Ce faisant, la violence a investi les sociétés urbaines et impliqué rapidement les civils dans son jeu, reléguant les militaires au rang de figurants parmi d'autres. Les « soldats civils »³ se sont emparés de cette violence, mais n'en maîtrisant pas l'emploi, ils l'ont laissée se généraliser et dicter les règles du combat. Et pour aggraver la situation si cela était encore possible, les organisations mafieuses soufflent un peu plus sur les braises de la violence en approvisionnant sans fin les milices en armes. N'ayant plus d'emprise sur ces civils, les militaires n'ont plus véritablement de contrôle sur le déroulement de ce type de conflit, à moins de recourir à une démonstration de force démesurée et répressive.

La violence moderne a donc, comme nous l'avons vu, pour propriété de multiplier ses formes de manifestation et de n'épargner rien ni personne, pas même la crédibilité des militaires dont le métier est pourtant de la contenir. Certaines de ces manifestations sont spontanées et

³ expression empruntée au Général de la Maisonneuve dans son ouvrage : « La violence qui vient », 1997

restent assez locales et limitées, d'autres au contraire sont provoquées de manière combinée pour produire des effets dont la conjugaison pourrait rapidement menacer notre cohésion sociale et notre sécurité. Les organisations mafieuses et terroristes ont su tirer parti de leurs réseaux d'intérêts et d'influence pour canaliser la violence à leur profit et en combiner tous les effets. La fluidité des capitaux et la grande liberté de circulation leur ont fourni l'anonymat nécessaire à leur menées. L'effritement du lien social entre les individus leur a fourni les germes de la violence et donc la matière première. Les foyers d'instabilité et de tension qui essaient dans de nombreux pays et à la périphérie de nos villes leur ont fourni un cadre d'action varié et presque inépuisable. Ces organisations ont pris une telle ampleur qu'elles contestent les pouvoirs institutionnels. On les qualifie de « pouvoirs parallèles ». Leurs réseaux se sont insinués à un tel point dans tous les rouages des sociétés qu'ils peuvent répandre la violence où et quand bon leur semble. Ainsi la sécurité même de nos sociétés pourrait-elle être indirectement menacée par le déclenchement lointain et en apparence anodin d'un conflit local. Engageant nos forces armées dans le règlement d'un conflit extérieur nous pourrions par exemple exposer notre territoire à une vague de terrorisme de représailles, par le simple fait que notre présence militaire extérieure générerait sur place, le libre commerce des armes des groupes mafieux. La menace moderne ne peut donc se limiter à un domaine de la société et à une localisation géographique. Dépendante d'un nombre croissant de facteurs, elle est diffuse, latente, non localisée et le plus souvent dirigée contre l'individu et à son insu. Dans ces conditions il est extrêmement difficile de la déceler et encore plus de la prévoir. La vigilance s'impose donc. Il serait aussi vain de vouloir en traiter chaque forme isolément. Comment dans ces conditions s'en prémunir sinon en s'exerçant à en affronter tous les effets et à se préparer à son ubiquité et à sa simultanéité.

D / La réflexion stratégique au secours de la sécurité :

1 - L'aveuglement stratégique d'une politique économique et sociale

L'optimisme affiché par nos hommes politiques vis-à-vis des problèmes de sécurité extérieure n'est peut-être après tout qu'un aveu d'impuissance à traiter simultanément les problèmes de sécurité intérieure et extérieure et un prétexte à traiter en priorité et dans l'urgence, les problèmes qui les préoccupent de manière lancinante. Cette supposition n'est peut-être pas très éloignée de la réalité. Nos dirigeants politiques aux prises avec des impératifs de maîtrise des déficits budgétaires et de préservation à tout prix de la paix sociale, sont acculés à une gestion à court terme des affaires d'Etat. Bien souvent cela revient à « geler » les situations plutôt que de résoudre les problèmes. Le tumulte social est certes une menace pour la continuité de fonctionnement de l'Etat et la cohésion sociale, et il convient donc de le traiter avec la gravité nécessaire. Cependant de telles décisions doivent être prises en parfaite connaissance de cause, en considérant toutes leurs implications.

A ce titre, le gonflement des effectifs de maintien de l'ordre contribue autant à maintenir la sécurité intérieure qu'à limiter les luttes de classes sociales. Il est donc utile à deux titres. Cependant ce renforcement des forces de maintien de l'ordre s'accompagne d'une réduction de forces militaires de défense. Cette tendance à la réduction des effectifs militaires s'accroît aujourd'hui et rien ne semble devoir l'infléchir. A mesure que se renouvellent les coupes opérées dans le budget de défense, notre format d'armée s'étiolé et s'éloigne insensiblement du « modèle d'armée » que nous nous étions fixé pour cible. D'ores et déjà il est difficile d'apprécier les conséquences en terme de perte de compétences. Elles seront pourtant évidentes. Les raisons invoquées par nos gouvernants sont de deux ordres. Tout d'abord, le morcellement social est aujourd'hui considéré comme inadmissible et la solidarité financière s'impose à toutes les organisations d'Etat, y compris la défense nationale. D'autre

part, la menace extérieure contre notre sécurité territoriale s'éloignant pour semble-t-il longtemps, nous laisserait un temps de réaction suffisant pour, en cas de résurgence d'une menace majeure directe, nous permettre de recomposer notre dispositif national de défense. Or, comme cela a été abordé précédemment, réfuter le lien qui existe entre la sécurité intérieure et la sécurité extérieure reviendrait à minimiser le pouvoir de nuisance d'une violence moderne qui se joue des frontières. Mais comment convaincre nos dirigeants politiques que la menace immédiate pour notre société n'émane pas seulement du phénomène d'instabilité sociale propre et interne à une nation mais qu'elle provient aussi et surtout du lien que la violence moderne a tissé entre les phénomènes nationaux et internationaux.

2 - L'urgence et l'opportunité d'un sursaut politique stratégique

La priorité est donc bien d'alerter nos dirigeants politiques sur la gravité de la situation. Cette dernière n'est pas irréversible, mais il est temps de réagir et notamment de considérer l'expression nouvelle de la violence dans toute sa dimension.

Les *instituts gouvernementaux d'étude stratégique* existent et renseignent régulièrement leurs ministres respectifs. L'absence de véritable concertation entre ces instituts est génératrice d'avis discordants et en définitive, le sentiment de confusion qui s'en dégage incite nos gouvernants à les ignorer et à ne pas agir.

Les *stratégistes* sont pour leur part restés attentifs aux événements et aux tendances qui ont jalonné le siècle, mais l'effet anesthésiant sur les esprits de la situation de guerre froide les a longtemps relégués au rang de penseurs jugés inutiles ou momentanément passés de mode. Les derniers bouleversements du monde les replacent aujourd'hui dans l'actualité et leur donnent un écho nouveau auprès des hommes politiques, des médias et de l'opinion publique.

Les *militaires* contraints à repenser de fond en comble l'organisation de leur outil de défense, ont entrepris une réflexion stratégique continue sur les nouveaux risques à prendre en compte et sur les priorités à respecter pour y répondre efficacement. Leur attention vis-à-vis du problème de la violence est d'autant plus aigu qu'ils la côtoient en permanence et s'efforcent de la maîtriser. Ils sont donc parfaitement au fait de la menace qu'elle représente pour notre sécurité en général. Leur droit de parole auprès des dirigeants politiques est néanmoins réduit. La politique « technicienne » des dirigeants modernes laisse en effet bien peu de place aux considérations stratégiques et opérationnelles.

Seule donc une coordination étroite entre tous les acteurs de la réflexion stratégique et l'addition de tous leurs efforts et de toutes leurs compétences pourront divertir nos gouvernants des « sirènes » de l'économie et les orienter dans les décisions stratégiques qui leur incombent. C'est à ce prix qu'il sera possible de remodeler un outil de défense à la mesure de la menace. Sa réforme est largement entâmée, il est plus que temps d'agir tous à notre niveau pour préserver l'essentiel, notre sécurité et celle du monde.

E / Conclusion :

En définitive, l'accélération des phénomènes planétaires récents a modifié les comportements des individus, les règles de fonctionnement des sociétés et l'équilibre du monde en général. Les tendances lourdes de ce que l'on pourrait appeler le modernisme n'ont pas fini de faire sentir tous leurs effets. Le progrès et la violence sont les deux principales. La première séduit nos gouvernants et s'impose à eux au point d'influencer leur politique, la seconde tend à se jouer de leur autorité pour installer le désordre et l'insécurité généralisée. La survie de l'individu en tant qu'être social et libre dépend de ce combat mal engagé entre le progrès et la violence. La violence croît aujourd'hui parce qu'elle combine tous les effets de l'insécurité. L'insécurité est un phénomène global et doit donc être traité de manière globale. Notre outil de

défense militaire y a son rôle à jouer pourvu qu'on lui en laisse les ressources matérielles. Seuls nos gouvernants ont la légitimité nécessaire pour reprendre l'avantage sur le phénomène de la violence, reste à les en convaincre et au plus vite, car le temps joue contre nous. La réflexion stratégique peut seule aujourd'hui provoquer le sursaut et le revirement nécessaires pour préserver les capacités indispensables à notre outil de défense de demain.□

Bibliographie :

- Général de la Maisonneuve, « *Incitation à la réflexion stratégique* », édition Poche géopolitique, 1998
- Général de la Maisonneuve, « *La violence qui vient* », édition Arléa, 1997
- Vice-Amiral d'Escadre de Langre, « *Introduction à la stratégie* », extraits de conférences prononcées au CESM entre Août et Octobre 1996